



01 AUDIT ASSISTANCE

33 rue Anna Jacquin
92 100 Boulogne Billancourt
SARL au capital de 106.928 €
Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de Versailles



ERNST & YOUNG AUDIT

1/ 2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris La Défense 1
SAS à capital variable
Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de Versailles

LUCIBEL S.A

Société anonyme au capital de 9.414.316 €

9 avenue Edouard Belin

92500 RUEIL MALMAISON

RCS Nanterre 507 422 913

ASSEMBLEE GENERALE

d'approbation des comptes de l'exercice

clos le 31 décembre 2016

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

LUCIBEL S.A

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées à l'assemblée générale ordinaire d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

1 Conventions autorisées au cours de l'exercice

En application de l'article L225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1.1. Avec la société ETOILE FINANCE

Mandataire concerné : Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre société et Gérant de la société ETOILE FINANCE

Nature et objet : Fourniture de prestations de conseils par la société ETOILE FINANCE, société holding détenant environ 20 % du capital de votre Société au 31 décembre 2016, en matière de conduite et d'animation de la politique générale de votre Société et de ses orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement et de désinvestissement, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial, d'innovation technologique et de politique de ressources humaines notamment.

Modalités : Dans un contexte de développement soutenu des activités de votre Société, votre conseil d'administration, dans sa séance du 6 avril 2016, a autorisé le renouvellement, par tacite reconduction, de la convention de prestations de services conclue avec la société ETOILE FINANCE au profit de votre Société et du Groupe LUCIBEL. Les conditions financières associées à la poursuite de cette convention sont demeurées inchangées par rapport à l'exercice 2015. A ce titre, la facturation mensuelle de la société ETOILE FINANCE est demeurée fixée à 12.500 € hors taxes.

Motifs justifiant de son intérêt pour votre Société : Le motif retenu par votre conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société, est de pouvoir bénéficier de l'expertise de la société ETOILE FINANCE en matière (i) de poursuite des mesures de restructuration tant sur votre Société que sur ses filiales en privilégiant et développant la mutualisation des ressources au sein du Groupe, et en mutualisant les besoins notamment en matière d'achats, de sous-traitance, d'assurances, d'utilisation de surfaces, ... (ii) de croissance externe eu égard à son expérience indiscutable en la matière, ce qui permettrait à votre Société d'étendre son périmètre afin d'en faire un acteur majeur de son secteur d'activité.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes des prestations de services de la société ETOILE FINANCE comptabilisées en charges par votre Société sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'est élevé à 150.000 €.

1.2 Avec la société CITECLAIRE S.A.S

Mandataire concerné : Mr. Frédéric GRANOTIER, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre Société et représentant cette dernière, elle-même présidente de la société CITECLAIRE S.A.S jusqu'au 9 juin 2016

Nature et objet : Convention de trésorerie

Modalités : Le conseil d'administration de votre Société, réuni en date du 6 avril 2016 a autorisé le renouvellement par tacite reconduction de la convention de trésorerie avec la société CITECLAIRE S.A.S, filiale à 80% de votre Société. Cette convention prévoit que toute avance de trésorerie est productive d'intérêts calculés suivant le taux moyen mensuel de

l'EURIBOR trois mois, tel qu'il est publié par la Fédération Bancaire Européenne, augmenté d'une marge de 2%.

Motifs justifiant de son intérêt pour votre Société : Les motifs retenus par votre conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société, sont la rationalisation et l'optimisation de la trésorerie de sa filiale, la société CITECLAIRE S.A.S, qui génère des besoins de financement ponctuels.

Le montant en principal de l'avance en compte courant à l'ouverture de l'exercice était de 331.605,02 €. Cette avance a été remboursée pour un montant de 228.261,75 € et a fait l'objet d'un abandon de créance de la part de votre Société pour le solde, soit 103.343,27 €. Les intérêts n'ont pas été facturés eu égard à cet abandon de créance autorisé par le conseil d'administration du 20 juin 2016. Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

1.3 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services S.A.S

Mandataire concerné : Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre société et membre du conseil d'administration de la société Schneider Managed Services S.A.S.

Nature et objet : Convention de services- Avenant n° 1

Modalités : Votre conseil d'administration, réuni en date du 15 décembre 2016, a autorisé la modification et la prolongation jusqu'au 31 décembre 2017 de la convention de services avec la société Schneider Managed Services S.A.S, détenue à 47% par votre Société, dont l'objet est la fourniture par votre Société de prestations de services « corporate » récurrentes (comptabilité, droit des sociétés), rémunérées sur une base forfaitaire annuelle, de prestations ponctuelles, en matière de propriété intellectuelle notamment, évaluées au cas par cas sur la base d'un taux horaire forfaitaire ainsi que de services de domiciliation évalués de façon forfaitaire selon le nombre de mètres carrés utilisés par la filiale.

Votre Société ayant déménagé le 1er octobre 2016, il était nécessaire de mettre à jour cette convention de services notamment sur la mise à disposition de surfaces de bureaux dans les nouveaux locaux. A titre exceptionnel sur le dernier trimestre 2016 une contribution pour le déménagement et l'aménagement des nouveaux locaux a été facturée à la société Schneider Managed Services S.A.S.

Motifs justifiant de son intérêt pour votre Société : le motif retenu par votre Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette modification, est le partage des moyens de travail et par conséquent l'optimisation des coûts pour votre Société.

Dans le cadre de cet avenant, signé le 19 décembre 2016, le montant total des prestations de services facturées par votre Société à la société Schneider Managed Services S.A.S du 1^{er} octobre 2016 au 31 décembre 2016 s'est élevé à 31.925,81 € hors taxes.

1.4 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services S.A.S

Mandataire concerné : Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre société et membre du conseil d'administration de la société Schneider Managed Services S.A.S.

Nature et objet : Convention de mise à disposition de personnel – Avenant 1

Modalités : Le conseil d'administration de votre Société, réuni en date du 15 décembre 2016, a autorisé la modification et la prolongation jusqu'au 31 décembre 2017 de la convention de mise à disposition de personnel avec la société Schneider Managed Services S.A.S, détenue à 47% par votre Société, dont l'objet est la mise à disposition de personnel à temps partiel au profit de la société Schneider Managed Services S.A.S.

Les modalités de coopération entre votre Société et la société Schneider Managed Services S.A.S ayant évolué au cours de 2016, de nouvelles modalités ont été mises en place en fonction des besoins de cette dernière pour la conduite et le développement de projets sur le segment du LIFI. La quote-part estimée au titre de l'exercice 2016 est de 40%, confirmée d'un commun accord par les parties.

En conséquence, pour l'année 2016, le montant de la mise à disposition de personnel refacturé par votre Société à la société Schneider Managed Services S.A.S s'est élevé à 40% de la rémunération fixe et variable chargée du salarié.

Motifs justifiant de son intérêt pour votre Société: Le motif retenu par votre conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cet avenant pour votre Société est une plus grande souplesse dans la répartition du travail en fonction des besoins de la société Schneider Managed Services S.A.S et de votre Société et une refacturation exacte du temps passé calculée en fonction du salaire fixe et variable chargé du salarié concerné.

Dans le cadre de cet avenant, signé le 19 décembre 2016, le montant total hors taxes de cette mise à disposition de personnel facturé par votre Société à la société Schneider Managed Services S.A.S sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'est élevé à 37.349,19 euros.

1.5 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services S.A.S

Mandataire concerné : Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL S.A et membre du conseil d'administration de la société Schneider Managed Services S.A.S

Nature et objet : Convention d'avance en compte courant

Modalités : Votre conseil d'administration, réuni en date du 15 décembre 2016 a autorisé la mise en place d'une convention d'avance en compte courant avec la société Schneider Managed Services S.A.S, filiale à 47% de votre Société, dont l'objet est l'avance par votre Société au profit de la société Schneider Managed Services S.A.S d'un montant de 100.000€, le versement devant intervenir au premier trimestre 2017. Cette convention a été conclue pour une durée de douze mois. L'avance consentie est productive d'un intérêt annuel calculé suivant le taux moyen mensuel de l'EURIBOR trois mois, tel qu'il est publié par la Fédération Bancaire Européenne, augmenté d'une marge de 2%.

Le motif retenu par votre Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société est de permettre à la société Schneider Managed Services S.A.S de financer de nouveaux développements techniques sur le premier semestre 2017 afin de favoriser le développement de son activité au titre de l'exercice 2017 et de participer ainsi à sa croissance.

2 Conventions intervenues au cours de l'exercice non autorisées préalablement

En application des articles L.225-42 et L. 823-12 du code de commerce, nous vous signalons que la convention suivante n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

2.1 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services S.A.S

Mandataire concerné : Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL S.A et membre du conseil d'administration de la société Schneider Managed Services S.A.S

Nature et objet : Convention de services de la société Schneider Managed Services S.A.S à votre Société

Modalités : Votre conseil d'administration, réuni en date du 15 décembre 2016 a autorisé la mise en place d'une convention de services avec la société Schneider Managed Services S.A.S, filiale à 47% de votre Société, dont l'objet est la fourniture par la société Schneider Managed Services S.A.S de prestations intellectuelles de support en matière de développement LiFi et d'intégration réseau, rémunérées sur une base forfaitaire mensuelle. Cette convention de services a été conclue à compter du 1er septembre 2016 jusqu'au 31 décembre 2017.

Motifs justifiant de son intérêt pour votre Société : Le motif retenu par votre conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société est le partage des compétences et en conséquence l'optimisation de ses coûts.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes de ces prestations facturé par la société Schneider Managed Services S.A.S à votre Société sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'est élevé à 26.000 euros.

L'absence d'autorisation préalable est due à une simple omission, votre conseil d'administration du 15 décembre 2016, ainsi que rappelé ci-dessus, ayant pris connaissance des modalités de cette convention et l'ayant autorisée.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

3 Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

3.1 Avec la société CITECLAIRE S.A.S

Mandataire concerné : Mr. Frédéric GRANOTIER, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre Société et représentant cette dernière, elle-même présidente de la société CITECLAIRE S.A.S jusqu'au 9 juin 2016

Nature et objet : Convention de sous location de locaux sis à Aix-en-Provence

Modalités : Cette convention a été conclue en date du 30 septembre 2015 pour la durée du bail principal à savoir jusqu'au 31 mars 2023 et cessera automatiquement à la résiliation ou à l'expiration de ce bail. Le loyer a été fixé à 12.250 € hors taxes annuel et suivra les évolutions du loyer afférent au bail principal. Les charges seront remboursées par la société CITECLAIRE S.A.S à votre Société au prorata des surfaces louées.

Réexamen et intérêt s'attachant à cette convention : Votre conseil d'administration de la Société, réuni en date du 6 avril 2016, a réexaminé la poursuite de cette convention de sous-location établie dans le cadre du transfert du siège social de la société CITECLAIRE S.A.S à Aix-en-Provence. Votre société ayant des surfaces disponibles dans les locaux qu'elle loue à Aix-en-Provence, a été jugé opportun d'optimiser leur usage, en consentant à la société CITECLAIRE S.A.S une convention de sous-location de ces locaux lui permettant d'y localiser son siège social.

Aucun montant n'a été réglé dans le cadre de cette convention eu égard à la convention de mise à disposition gratuite signée le 1er septembre 2016.

3.2 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services S.A.S

Mandataire concerné : Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL S.A et membre du conseil d'administration de la société Schneider Managed Services S.A.S

Nature et objet : Convention de services

Modalités : Votre Société a conclu, à compter du 1^{er} janvier 2016 et pour une durée de douze mois, avec la société Schneider Managed Services S.A.S, détenue à 47% par votre Société une convention dont l'objet est la fourniture par votre Société de prestations de services « corporate » récurrentes (comptabilité, droit des sociétés), rémunérées sur une base forfaitaire annuelle, de prestations ponctuelles, en matière de propriété intellectuelle notamment, évaluées au cas par cas sur la base d'un taux horaire forfaitaire ainsi que de services de domiciliation évalués de façon forfaitaire selon le nombre de mètres carrés utilisés par la société Schneider Managed Services S.A.S.

Réexamen et intérêt s'attachant à cette convention : Votre conseil d'administration, réuni en date du 6 avril 2016, a réexaminé la poursuite de cette convention de services. Le motif retenu par le conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société, est le partage des compétences et par conséquent l'optimisation de ses coûts.

Dans le cadre de cette convention, le montant total des prestations de services facturées par la Société à SLMS sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'est élevé à 35.625 € hors taxes.

3.3 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (« SLMS »)

Mandataire concerné : Mr. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL S.A et membre du conseil d'administration de la société Schneider Managed Services S.A.S

Nature et objet : Convention de mise à disposition de personnel

Modalités : Votre société a conclu, à compter du 1^{er} janvier 2016 et pour une durée de douze mois, avec la société Schneider Managed Services S.A.S, détenue à 47% par votre Société une convention dont l'objet est la mise à disposition de personnel. La contrepartie financière de cette prestation correspond à 70% de la rémunération fixe et variable chargée du personnel mis à disposition à temps partiel, à laquelle se rajoutent tous frais relatifs à l'exécution des missions réalisées pour le compte de la société Schneider Managed Services S.A.S, avec application d'une majoration de 5 %.

Réexamen et intérêt s'attachant à cette convention : Votre conseil d'administration, réuni en date du 6 avril 2016, a réexaminé la poursuite de cette convention de mise à disposition de personnel. Le motif retenu par votre conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société est que le Directeur Général de la société Schneider Managed Services S.A.S étant salarié de votre Société, il a été jugé opportun pour votre Société de facturer à la société Schneider Managed Services S.A.S le temps de travail que son salarié exécutait à son profit, aux conditions de rémunération de ce dernier chez votre Société.

Dans le cadre de cette convention aucun montant n'a été facturé compte tenu de l'avenant signé le 19 décembre 2016 à effet rétroactif au 1er janvier 2016.

Fait à Boulogne Billancourt et à Paris-La Défense, le 26 avril 2017

Les commissaires aux comptes

01 AUDIT ASSISTANCE

ERNST & YOUNG Audit

Brigitte GUILLEBERT

Pierre-Henri PAGNON

Commissaire aux comptes associée

Commissaire aux comptes associé